

des Finances du Commonwealth, qui aura lieu en janvier prochain à Sydney (Australie) et dont l'une des premières tâches sera sans doute de trouver les moyens de résoudre les problèmes financiers et commerciaux du Commonwealth.

Bien que ma visite prochaine en Nouvelle-Zélande, en Australie, dans l'Inde, le Pakistan et d'autres pays de l'Extrême-Orient ne soit pas essentiellement une mission de nature commerciale, j'espère que mes entretiens avec les dirigeants de ces pays me familiariseront davantage avec les problèmes qu'ils doivent affronter dans ce domaine. J'espère aussi que les connaissances que j'acquerrai pourront servir à assurer une plus grande liberté commerciale.

Je n'ai, évidemment, guère besoin d'ajouter que les efforts de mes collègues et des fonctionnaires de l'État, que j'ai mentionnés tantôt, ne sont pas uniquement destinés à favoriser l'industrie de la chaussure et du cuir, ni même l'industrie en général, mais le bien-être de tous les Canadiens, quelle que soit leur occupation.

Peu de gens actuellement, au Canada, même dans l'industrie, où le protectionnisme endurci commence à se faire rare, refusent de reconnaître que la prospérité des Canadiens augmente à mesure que diminuent les restrictions tarifaires et que s'accroît le volume des échanges de marchandises entre les nations.

Plus grande liberté commerciale

Étant donné que nous sommes, en proportion du chiffre de notre population, la plus importante nation commerçante du monde, nous nous rendons peut-être mieux compte que la plupart des autres peuples des avantages d'une plus grande liberté commerciale. A mon avis, il n'est pas exagéré de dire qu'en favorisant une plus grande activité et une plus grande liberté des échanges commerciaux, nous ne servons pas uniquement nos propres intérêts égoïstes, mais l'intérêt de l'humanité tout entière. Nous savons qu'un haut niveau de commerce signifie un niveau d'emploi plus élevé et un niveau de vie plus élevé. Nous savons aussi qu'en encourageant une plus grande expansion et une plus grande liberté des échanges commerciaux, nous travaillons en vue d'assurer à tous un meilleur mode de vie. C'est sûrement là un des plus puissants antidotes contre l'expansion du communisme, dont le poison n'agit pas sur une économie de prospérité à laquelle tous — on s'en rend bien compte — sont intéressés et participent effectivement. C'est assurément la manière la plus saine de restaurer la stabilité dans ce monde malheureux.

Mais nous ne pouvons nous attendre que les nations qui ont subi les dévastations de la guerre donnent le ton. L'initiative doit venir des nations qui ont échappé elles-mêmes aux ravages de la guerre et qui ont maintenu une économie prospère. Le Canada est une de ces nations, et je suis convaincu que les Canadiens acceptent leur responsabilité. Mais c'est une responsabilité trop lourde pour une nation de 15 millions de personnes; elle doit être par-

tagée par les citoyens et les gouvernements des autres nations aussi prospères que la nôtre.

Le président Eisenhower a souligné cette responsabilité, l'autre jour, devant la Commission de la politique économique étrangère, réunie à la Maison Blanche afin d'élaborer des plans en vue de l'étude des problèmes d'ordre commercial et douanier.

Le président a déclaré: « La santé économique de notre pays et celle des autres nations amies dépendent, dans une bonne mesure, du succès de votre travail. Votre tâche consiste à trouver des moyens satisfaisants d'élargir et d'approfondir les voies d'échanges économiques qui nous relient à nos partenaires du monde libre. »

« Il nous faut absolument, » a ajouté le Président, « acquérir de nouveaux débouchés pour notre grande puissance de production, tout en aidant d'autres pays à assurer leur propre subsistance. »

Je sais que la population canadienne et celle de tout le monde libre apprécient cette déclaration de notre bon ami ainsi que ses efforts en vue de favoriser une plus grande liberté commerciale.

Une grande générosité, une générosité qui reste même sans précédent dans l'histoire internationale, s'est manifestée depuis la guerre par les efforts déployés en vue de soulager les souffrances des sans-abris et d'aider à reconstruire les maisons et les usines détruites. Je me demande cependant si l'on ne risque pas d'annuler cette générosité en ne permettant pas à ces pays de s'aider eux-mêmes en mettant en vente sur les marchés mondiaux les produits de leurs techniques retrouvées et de leurs usines reconstruites. C'est « du commerce et non de l'aide » que ces pays demandent, et nous ne pouvons pas rester sourds à cette demande si nous voulons faire preuve de sincérité et de sagesse dans nos efforts en vue d'empêcher nos amis et nos alliés de sombrer.

En ce qui a trait à l'industrie de la chaussure et du cuir, et à l'industrie en général, l'encouragement accordé au commerce n'est qu'un aspect des rapports qui existent entre le gouvernement et l'industrie. Vous payez des impôts; ceux-ci sont évidemment prélevés par toutes les catégories de gouvernements. Vous êtes soumis à certains règlements relatifs aux conditions de travail de vos employés; ces règlements proviennent également des gouvernements.

Vous n'avez pas la faculté, même si vous le vouliez, de vous unir pour imposer à vos clients des prix fondés sur un monopole; cela découle également de mesures prises par le gouvernement.

Ce ne sont là qu'un petit nombre de cas où le gouvernement influe effectivement sur votre activité. Mais je crois juste de dire qu'en toutes ces occurrences, le gouvernement a le droit et le devoir, même sous un régime de libre entreprise, d'agir dans l'intérêt de la collectivité.

Une saine économie doit avoir des points de repère, tels que ceux dont j'ai parlé, pour marquer la différence entre l'anarchie et une